

Le Point, 29 avril

"Il peut dire non à Trump" : Friedrich Merz, "l'anti-Merkel" qui se rêve en leader de l'Europe

Europe. Handicapé par son impopularité, le futur chancelier va tout miser sur la politique extérieure et la relation franco-allemande pour rassembler les Européens après le divorce américain.



Friedrich Merz, le futur chancelier allemand, va se concentrer sur les affaires internationales, et notamment européennes.
Alexandra Compain-Tissier

Full text:

Sur son bureau, il a posé ostensiblement une photo en noir et blanc dans un cadre argenté. On y voit Konrad Adenauer et Charles de Gaulle célébrant la réconciliation franco-allemande à la cathédrale de Reims, en 1962. Ce cliché, qui illustre ses convictions profondes, prend aujourd'hui un sens tout particulier pour Friedrich Merz, qui sera élu chancelier le 6 mai par l'Assemblée fédérale (Bundestag), deux jours avant les 80 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Sensible aux symboles historiques, Merz, un dirigeant au style " *old school*", n'est pas pour autant figé dans le passé : il "va marquer les années à venir", assure Sara Sievert, auteure d'une biographie du prochain chef du gouvernement. Revenu en politique en 2021 après avoir été éjecté 18 ans auparavant par Angela Merkel, qui lui avait ravi sa place de président du groupe parlementaire, le patron de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) représente d'ores et déjà un grand espoir pour les Européens. Surnommé "l'anti-Merkel", il passe pour l'homme providentiel, capable de dessiner un avenir à l'Union européenne après le divorce avec les Etats-Unis.

Alors que la fin du règne du président français approche, l'Europe aspire à de nouveaux leaders. Friedrich Merz, chef de la première puissance économique du continent, ne cache pas sa volonté d'endosser ce rôle. "Il va se concentrer sur la politique étrangère : surtout sur l'Europe, mais aussi sur la relation transatlantique. C'est un domaine qu'il connaît bien", précise Sara Sievert.

Les conservateurs reprennent les rênes de la diplomatie

L'Allemagne n'étant pas un régime présidentiel comme en France ou aux Etats-Unis, Merz veut donner à la chancellerie la capacité de davantage peser en politique étrangère. Sous Merkel et sous Scholz, ce domaine a toujours été aux mains des partenaires juniors de la coalition - tantôt les libéraux du FDP, tantôt les écologistes - qui n'ont jamais réussi à imposer une autre ligne que celle d'une Allemagne retranchée derrière Washington. La CDU reprendra donc les rênes de la diplomatie allemande. La dernière fois que les conservateurs avaient dirigé le ministère des Affaires étrangères, c'était entre 1951 et 1966, à l'époque d'Adenauer. Merz a fait d'immenses concessions aux sociaux-démocrates, ses futurs partenaires au gouvernement, afin d'obtenir ce portefeuille clé dans le "contrat de coalition". Le SPD a obtenu sept ministères contre dix à la CDU qui avait pourtant rassemblé presque deux fois plus de voix. Le futur chancelier va par ailleurs créer un "conseil national de sécurité" sur le modèle du NSC américain, au sein duquel tous les acteurs de la défense seront réunis.

Il promet en effet un retour de Berlin sur la scène internationale, y compris sur le plan militaire. L'Allemagne doit selon lui quitter son statut de "puissance moyenne amorphe" pour devenir une "puissance moyenne de premier plan" et contrer "l'axe antilibéral" d'autocraties alignées sur Moscou. "Quoi qu'il en coûte", dit-il.

Pour se donner les moyens de sa politique, quelques jours après sa victoire électorale, il a convoqué l'ancienne assemblée pour une réforme constitutionnelle lui permettant de dépenser sans compter pour le réarmement de l'Allemagne. Il aurait été incapable de faire sauter la règle du "frein à la dette" avec l'assemblée actuelle, où les populistes détiennent une minorité de blocage. Avec cette manœuvre politique, légale, mais démocratiquement contestable, "il a perdu de la crédibilité à l'intérieur, mais il en a gagné auprès de ses homologues européens, qui ont apprécié le fait que l'Allemagne accepte de dépenser plus pour sa défense", analyse Jacob Ross, expert des relations franco-allemandes à l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP).

Merz veut émanciper l'Europe de l'Amérique

"L'Allemagne est de retour", insiste Friedrich Merz. Et veut assumer le rôle de chef de file de l'Europe. Ce qui signifie qu'elle ne compte plus rester muette et que le "*German vote*", une expression qui caractérise l'abstention systématique des Allemands à Bruxelles dans les grandes questions stratégiques, appartient au passé, comme la cacophonie diplomatique de son prédécesseur, Olaf Scholz. "Nous allons avoir une Allemagne qui va parler davantage et qui prendra des initiatives", promet Frank Baasner, codirecteur du Forum pour l'avenir franco-allemand. Comme Adenauer, Merz sait que quand l'Allemagne va mal, c'est toute l'Europe qui en souffre."

Plus question désormais de s'aligner sur les décisions de la Maison-Blanche, comme Olaf Scholz. Friedrich Merz veut émanciper l'Europe de l'Amérique. "Même s'il tient aux bonnes relations transatlantiques, il est capable de dire non aux Etats-Unis", estime Jacob Ross.

Emmanuel Macron trouvera auprès de lui un bien meilleur partenaire qu'Olaf Scholz, qui n'est jamais parvenu à s'entendre avec le président français. Le symbole de cette incompréhension franco-allemande restera la grimace du président français croquant un petit pain au hareng Bismarck (*Fischbrötchen*) sur le port de Hambourg aux côtés du chancelier en octobre 2023.

Aucune expérience de gouvernement

Après une "ère glaciaire" entre Paris et Berlin, on s'attend à un "réchauffement climatique" dans les relations franco-allemandes, pronostique le quotidien de gauche *Süddeutsche Zeitung*. Macron et Merz sont sur la même longueur d'onde. Ils viennent du secteur privé, ont évolué dans le monde de la finance, parlent l'anglais couramment et se passionnent tous les deux pour l'artiste allemand Amsel Kiefer.

Certes, Merz n'a aucune expérience de gouvernement. Il n'a jamais dirigé de région ni de ministère. Mais c'est un fervent Européen. "C'est l'Europe qui a façonné ma carrière politique", résume l'ancien député du Parlement de Strasbourg. Le futur chancelier ne jure, comme Adenauer, que par la France. Il a promis de se rendre immédiatement à Paris, mais aussi à Varsovie, dès son entrée en fonction. Il posera une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, le 8 mai, sous l'Arc de triomphe.

Il n'a pas de temps à perdre s'il veut faire ses preuves, alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir en Allemagne. Le maintien du "cordon sanitaire", dont Merz a fait une promesse politique, est sous pression. "Certains leaders conservateurs estiment déjà aujourd'hui qu'on devrait considérer l'AfD [parti d'extrême droite allemande] comme un parti normal", avec lequel il est possible de s'associer, prévient Jacob Ross. Parmi eux, Johann Wadepful, le probable ministre des Affaires étrangères de Merz.

La tâche sera d'autant plus ardue pour Merz qu'il a perdu d'entrée de jeu la confiance des Allemands. En jetant aux orties ses promesses électorales dès le lendemain de la victoire sur le respect de la discipline budgétaire (la dette va exploser) et sur le durcissement de la politique migratoire (les contrôles annoncés aux frontières n'auront pas lieu), ce catholique millionnaire a vu sa cote de popularité s'effondrer. En jetant aux orties ses promesses électorales dès le lendemain de la victoire, il a vu sa cote de popularité s'effondrer dans les sondages en quelques semaines. Pour la première fois dans l'histoire de République fédérale

allemande, l'extrême droite est arrivée en tête, le 9 avril, devant les conservateurs (25 % des intentions de vote contre 24 % pour la CDU). La chute est sans précédent pour un chef de gouvernement qui n'a pas encore pris ses fonctions. Même Olaf Scholz, le chancelier le plus impopulaire de l'histoire du pays depuis 1949, avait bénéficié d'une période de grâce après les élections.

"Comme Macron, Merz aura l'extrême droite en permanence dans son dos, y compris pour sa politique étrangère", estime Jacob Ross. L'AfD, deuxième force politique du pays et première dans les anciennes régions communistes, pourrait prendre la Saxe-Anhalt en 2026. Merz est condamné à réussir s'il ne veut pas qu'une vague brune balaie tout le pays dans quatre ans, lors des prochaines élections législatives.